

PROJET DE CENT FEUX TRICOLORES POUR LA CAPITALE

Opération attend désespérément feu vert

Depuis plusieurs années, la Wilaya d'Alger parle de l'installation de feux tricolores luminescents dans 100 carrefours de la capitale. Un projet toujours pas concrétisé.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Censée réduire les embouteillages à Alger, l'opération de mise en place des feux tricolores dans les 100 premiers carrefours de la capitale traîne toujours. Un projet

qui relève de la Direction du transport de la wilaya d'Alger et l'Entreprise de gestion de la circulation et du transport urbain (EGCTU). «L'appel d'offres pour l'installation des 100 feux tricolores pour contrô-

ler les carrefours à Alger date depuis plus de 10 ans», précisera le président de l'association Tariq Essalama, Mohamed Lazouni. Convaincu que l'absence des feux de signalisation est à l'origine des encombrements et de l'anarchie provoquée par les automobilistes à l'intérieur des carrefours, il affirme que ce dispositif

demeure insuffisant pour la capitale et sa banlieue.

«Alger souffre des embouteillages au quotidien mais l'opération d'équiper 100 carrefours en feux lumineux tricolores est dépassée par le parc automobile qui ne cesse d'augmenter», a-t-il expliqué.

Qualifiant le nombre d'appareils toujours opérationnels

dans la capitale de «maigre», Mohamed Lazouni critique leur qualité de fonctionnement. «Ce dispositif est obsolète et aveugle. Une partie fonctionne mal et engendre même, par manque de coordination entre les différents feux tricolores, des embouteillages, et l'autre est mise hors d'usage». Il préconise, ainsi, des appareils électroniques de signalisation «intelligents».

Dotée de capteurs qui détectent la longueur de la file et la durée de l'attente, cette nouvelle génération de feux de signalisation déterminera la durée du feu pour réguler l'ensemble des déplacements. Un système géré à partir d'un centre de régulation relié à des caméras installées dans chaque carrefour.

«A elle seule, la ville de Toulouse dispose de 500 carrefours dotés de ce système et gérés par la mairie», a-t-il dit. Toutefois, le président de l'association Tariq Essalama a appelé les autorités concernées à ne pas trop se précipiter sur le choix des feux lumineux tricolores. «Il faut d'abord qu'il y ait une étude comparative des techniques existantes à travers le monde avant d'opter pour un modèle précis», préconise-t-il encore. Voulant en savoir plus sur le projet, nos tentatives de contacter la Wilaya d'Alger pour joindre la direction concernée sont restées vaines.

R. N.

TIPASA

Octroi de 100 abonnements ADSL aux écoles rurales

Au cours de sa visite de travail effectuée lundi, Moussa Benhamadi, ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, accompagné d'une délégation ministérielle et du staff de la wilaya, s'est rendu au bureau de poste de Koléa pour inaugurer l'agence commerciale Mobilis.

Lors d'une rencontre improvisée avec des élus de la wilaya, plusieurs questions ont été adressées à la direction des postes et au staff ministériel, portant sur le cas des 107 agents recrutés dans le cadre du pré-emploi et du DAIP, qui avaient fait l'objet d'une fin de contrat, bien que, selon l'un des élus, le besoin en effectif au niveau des 69 bureaux de poste que compte la wilaya se fait cruellement ressentir. Une autre préoccupation citoyenne a été évoquée, celle des horaires, qui seraient, selon le président de l'APW, en inadéquation avec la culture et les habitudes rurales.

Les guichets ferment de 12h à 15h et ne reprennent que tard dans la soirée. Le ministre, interpellé sur cette question, s'est engagé à étudier la situation. La directrice des postes de la wilaya de Tipasa a, quant à elle, évoqué le problème des employées qui

ont des difficultés à exercer tard dans la soirée dans des zones enclavées et rurales, du fait de l'insuffisance, voire de l'absence des moyens de transport. A ce titre, elle dira que pour ces zones, les facteurs et certains guichetiers sont plutôt désignés parmi l'effectif masculin.

Elle a attiré l'attention sur la proximité de certains bureaux de poste qui restent peu fréquentés, citant à cet effet le cas de la ville de Bou-Ismaïl. Un autre responsable mettra l'accent sur la disponibilité des liquidités. Il affirmera à ce sujet que sur les 38 milliards demandés durant le semestre écoulé, seuls 19 ont été disponibles.

Le reste de la masse demandée a été récupérée auprès des wilayas limitrophes comme Alger, Blida et Aïn-Defla. Dans la daïra de Hadjout, le ministre apprendra que le parc en équipement dans le cadre du réseau filaire est de 55 590 unités pour un parc client de 47 869 abonnés et une population avoisinant les 600 000 habitants résidant sur une superficie totale de 1 707,50 km². Concernant internet, le taux d'utilisation est faible. En effet, pour un parc de 16 992 unités pour Fawri, le nombre de clients est de 11 028.

Pour Easy, le taux d'utilisation représente près de 50%, soit un parc de 10 432 uni-

tés pour 5 738 abonnés. Le ministre s'est enquis par ailleurs de l'utilisation de l'ADSL au niveau des établissements scolaires dans les zones reculées et enclavées à l'instar de Sidi Simiane et de Béni Mileuk. Il a été constaté une très faible disponibilité au niveau des 178 écoles du primaire (17 abonnés à ADSL, pour 130 abonnés au téléphone).

A ce titre, il a instruit les autorités de wilaya et son staff d'octroyer à titre gracieux 100 abonnements au profit des écoles primaires et établissements du moyen isolés et enclavés. Il convient de noter que la wilaya de Tipasa compte 56 cybercafés, 93 publiphones de type AX et 418 publiphones de type D.

Au niveau de la daïra de Cherrhell, le siège de l'ancienne poste, datant de 1934, a été au centre des débats. Le chef de daïra, assisté du P/APC, a informé le ministre que son statut ne permet ni son extension ni le changement de sa structure architecturale.

Le chef de daïra a à cet effet proposé la construction d'un bureau de poste moderne et adéquat pour une ville de 50 000 habitants. A ce titre, un terrain situé à l'ouest de la ville a été retenu.

Larbi Houari

AÏN DEFLA

Un bâtiment menace de s'effondrer à El-Attaf

Les six familles demeurant dans un immeuble de 3 étages situé dans le quartier des Oliviers, à l'entrée est d'El-Attaf ont été contraintes de quitter leurs appartements.

Toute la bâtisse, et pour des raisons non encore élucidées, s'est enfoncée dans le sol d'une quinzaine de cm, générant d'importantes fissures. Ces familles se sont regroupées dans 4 tentes qu'elles ont installées sur un terrain de jeu tout proche de l'immeuble. La quarantaine de personnes femmes et enfants vivent

aujourd'hui le calvaire en ce mois de jeûne.

La nuit, les hommes installent leurs couchés à même le sol chauffé toute la journée par un soleil de plomb. Une situation qui dure depuis la fin juillet. Le bâtiment, faut-il le rappeler, a été construit en 1971 mais le séisme du 10 octobre 1980 qui avait frappé toute la région l'avait durement ébranlé. Il avait été classé «orange» par les équipes du CTC.

Ses habitants de l'époque avaient été relogés mais la bâtisse n'ayant pas été

démolie, d'autres familles dans le besoin sont venues l'occuper. Ce scénario se répète souvent, hélas. Les représentants de ces familles disent qu'«on» leur a promis le relogement avant l'Aïd.

Cependant, selon des responsables de l'APC, leur recasement dépendra du rapport d'expertise qui est en cours. Pour en savoir plus nous avons tenté à maintes reprises de joindre par téléphone le chef de daïra d'El-Attaf ou à défaut son secrétaire général, en vain.

Karim O.

DIRECTION DE L'EMPLOI DE TIARET

Des fiches de pointage égarées irritent les employés temporaires

Des dizaines de jeunes employés dans le cadre des différents dispositifs d'emploi se sont regroupés dans la matinée d'hier devant le siège de la direction de wilaya de l'emploi pour protester contre les retards de paiement de leurs indemnités, au point de bloquer l'accès à l'administration, d'autant que celle-ci est basée dans un bloc renfermant plusieurs directions de wilaya.

Renseignement pris, l'on saura qu'issus de plusieurs localités de la wilaya, ils ont tenu à venir eux-mêmes déposer leurs fiches de pointage du mois de juillet auprès du servi-

ce concerné de la DEW, lesquelles sont très souvent égarées ou oubliées au niveau des unités de l'Anem chargées habituellement de leur réception.

«A chaque fin du mois, nous faisons face à ce genre de faille, ce qui ne nous permet pas de percevoir nos salaires dans les délais», nous raconte une bénéficiaire d'un contrat CID.

«Personnellement, je préfère remettre moi-même ma fiche de pointage au lieu de transiter par des agences saturées et dépassées», devait répliquer un autre. Informés de la situation, les ser-

vices de police se sont rendus sur les lieux où ils ont pu maîtriser les choses.

La direction de l'emploi qui s'est classée parmi les meilleures à l'échelle nationale en matière de placement a versé en juillet un montant de l'ordre de 24 milliards de centimes pour la régularisation de près de 23 000 bénéficiaires des trois formules sus-indiquées.

Mourad Benameur

KHENCHELA

Le siège de la mairie de Tamza assiégé par les citoyens

Le siège de la mairie de Tamza, à 15 km du chef-lieu de wilaya, a été assiégé pour la énième fois par les citoyens de cette localité qui sont sortis en masse pour protester contre la dégradation de leur cadre de vie qui dure depuis des années, l'absence des élus au sein de leur assemblée depuis une année et avec des revendications qui tournent autour de l'ouverture du nouveau CEM et du centre de formation, l'état des routes de la commune, le chômage. Les protestataires ont déclaré qu'ils en ont ras-le-bol des promesses non tenues, de la situation ambiguë qui règne au sein au l'APC gérée sans P/APC ni assemblée depuis la décision du gel de cette institution par le wali, ce qui a eu un impact négatif sur les projets de développement de la commune.

Les habitants ont même essayé d'empêcher les employés de rejoindre leurs postes de travail et ont demandé la présence du wali pour mettre fin à cette situation.

Benzaïm Abdelouahab